



## Lindley Couronne :

# « Peu probable que les élections à Maurice aient été truquées »

Lindley Couronne, directeur du secrétariat régional de l'OING (organisation internationale non-gouvernementale) DIS-MOI, passe en revue la situation des droits humains dans la région et revient sur les élections dans le Sud-Ouest de l'océan Indien. Et surtout celles vécues à Maurice. Pour lui, elles n'étaient pas truquées.

> En cette fin d'année, quel regard portez-vous sur la situation des droits humains dans le Sud-Ouest de l'océan Indien ?

Aux Comores, une situation instable perdue depuis que le prestidigitateur Assoumani, le président, a unilatéralement décidé de changer toute la donne politique, arrêtant brutalement la tourmente avec le projet avoué de reposer sa candidature alors qu'il n'en avait pas le droit. Il a aussi organisé une répression assez dure par rapport à ses opposants politiques après plus d'une décennie de relative stabilité dans un pays notoirement connu pour son agitation chronique et alors qu'on croyait que les Comores allaient finalement prendre le chemin du développement. Assoumani, tels les dictateurs africains classiques, a décidé de rester au pouvoir, convaincu qu'il est le sauveur du pays. Tous nos renseignements vont dans le sens d'une détérioration de la situation des droits humains. Nous espérons que la communauté internationale se montrera vigilante. Quant aux DROITS HUMAINS OCEAN INDIEN, nous avons écrit aux institutions des Comores, y compris la présidence, pour exprimer notre préoccupation de la situation existante.

### Tout simplement merci

Lindley Couronne a tenu à avoir quelques mots pour dire, au nom de DIS-MOI, merci à tous ses collaborateurs et surtout au Défi Media Group et à sa direction. Tout en souhaitant ses meilleurs vœux de Noël et du Nouvel An 2020. Voici ses propos : Je souhaite à tous les lecteurs du Défi Quotidien une bonne et heureuse année. Nous avons un excellent retour des lecteurs du Défi Quotidien du vendredi qui nous assurent de leur appréciation du travail de DIS-MOI. Je voudrais aussi avoir un mot spécial à tous les militants de DIS-MOI à Maurice, à Rodrigues, aux Seychelles, aux Comores et à Madagascar. Qu'ils continuent à entretenir la flamme des droits humains dans la région ! Je profite aussi de cet espace pour remercier le propriétaire du Défi Media Group, Eshshan Kodarbux, qui a cru en nous et n'a pas hésité une seconde à nous donner deux pages de son journal depuis bientôt huit ans.

> Comment expliquez-vous cette situation ?

Il faudra remonter à la colonisation, revisiter les dégâts causés par le baroudeur, l'affreux Bob Denard, les coups d'État à répétition, un peuple assez passif et fataliste malgré son élite éduquée et intelligente. Et, évidemment, une classe politique cynique qui maintient son peuple dans le sous-développement et s'enrichit parfois de manière caricaturale. Une seule visite aux Comores vous fera comprendre l'énorme potentiel du tourisme, eu égard à la beauté naturelle du pays. Qu'on ait choisi de ne rien faire, ou presque, et laisser ce beau pays dans un marasme économique révoltant est significatif. Si la diaspora comorienne n'existait pas et qu'il n'y avait pas cette perfusion financière permanente (et là, saluons la solidarité comorienne proverbiale) je me demande comment vivrait ce peuple.

> Quel est votre constat à Madagascar après les élections ?

Évidemment, DIS-MOI suit avec attention l'après-élections à Madagascar. J'étais allé observer les élections présidentielles fin 2018 et avais été favorablement impressionné par le déroulement du scrutin. Madagascar est toujours un des pays les plus pauvres au monde avec une situation des droits humains qui laisse à désirer. Mais je note que le président Rajoelina accorde une oreille attentive aux discours des droits humains. Je note aussi qu'il a voulu visiter une prison, ce qui est une grande première et j'espère qu'il collaborera avec DIS-MOI Madagascar et les autres acteurs de la société civile à l'avenir. L'histoire le jugera et le peuple malgache aussi veillera que les promesses se concrétisent. J'ai eu le privilège de connaître la Grande île depuis des décennies, j'y ai fait des recherches sur les droits humains pour Amnesty International pendant des semaines, j'ai même dans le passé travaillé sur la culture malgache en initiant des recherches sur le bain des reliques (Michele Rakotoson) et je dois avouer que j'ai un faible pour ce pays. En tout cas, DIS-MOI consacre beaucoup de temps à Madagascar et la jeune équipe sur place nous donne entière satisfaction. 2020 devra enfin voir l'établissement d'un bureau national avec des projets sur les droits environnementaux, l'apatridie (ndlr : une personne dépourvue de nationalité et pas reconnue par l'État) ainsi que



« Si j'étais Pravind Jugnauth, j'aurais été plus inquiet par la pétition de Roshi Bhadain »

les droits économiques sociaux et culturels.

> Et les Seychelles ?

Je n'ai pas peur de m'aventurer pour dire qu'un vent de changement souffle sur les Seychelles. À ma dernière visite cette année, j'ai constaté non sans surprise que la chape de plomb politique qui existait depuis des décennies dans l'archipel était moins pesante. Les Seychellois n'hésitent pas à s'exprimer, parfois contre le gouvernement et de manière lapidaire. Le parti LEPEP a aussi sans doute contribué au changement politique en lâchant intelligemment les brides du pouvoir. Nous avons à présent une situation inédite où l'opposition de Wavel Ramkalawan possède une majorité parlementaire et n'hésite pas parfois à bloquer la politique gouvernementale. Les élections présidentielles sont derrière la porte et DIS-MOI a la volonté de faire partie des observateurs durant cette période. Au niveau de DIS-MOI Seychelles, sous la direction d'Eline Moses et de

Fatma Bibi, la structure est encore embryonnaire mais ces défenseurs des droits humains locaux ont déjà enregistré l'organisation. Je n'ai pas de doute qu'avec le développement socio-politique aux Seychelles, la culture des droits humains ira en s'améliorant.

> Après les législatives à Maurice, beaucoup parlent d'exercice démocratique faussé ou disent que les élections n'ont pas été 'free and fair'. Qu'en pensez-vous ?

Avant de répondre à cette question, essayons de voir le système des élections à Maurice et essayons d'avoir une plus grande perspective possible. C'est le meilleur moyen de s'approcher de la vérité. Qu'Irfan Rahman soit un professionnel intègre et incorruptible est pour moi un fait indéniable. Que le système existant soit dépassé et n'est plus pertinent pour une île Maurice qui n'a rien à voir avec les années 70 est aussi un fait. Que le système des élections à Maurice ait été faussé depuis des décennies, depuis l'indépendance par les détenteurs de capitaux sans qu'aucun parti politique ne procède à un changement systémique (par exemple, une limite de Rs 250 000 par candidat qui n'est pas respectée) ne fait plus bondir personne.

À moins que Navin Ramgoolam et l'opposition ne viennent de l'avant avec des faits irréfutables de tricherie caractérisée, pour moi, il est peu probable que les dernières élections aient été truquées. Il est extrêmement difficile de fausser des élections dans ce pays alors que nous avons des officiers de tous bords politiques. Maintenant, si l'on vient me prouver que tous les agents de l'État qui ont travaillé pour les élections sont des partisans de Pravind Jugnauth uniquement, je changerai d'avis.

> Il y a quand même eu quatre bulletins 'égérés' dans certaines circonscriptions, des milliers d'électeurs qui n'ont pu voter. Vous trouvez cela normal ?

Évidemment que ce n'est pas normal. Mais je ne peux dire qu'on ait truqué des élections en ne me basant que sur ces faits. Par contre, si j'étais Pravind Jugnauth j'aurais été plus inquiet par rapport à la pétition de Roshi Bhadain en Cour suprême, ce en me basant sur la jurisprudence du cas Ashok Jugnauth.

Propos recueillis par  
Ny Onja Hon Fat